## MATHIEU KLEIN, LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE AU CLUB DU LUNDI

## «Il faut afficher un visage uni des acteurs locaux.» •

TRAVAILLEURS FRONTALIERS, A31, AÉROPORT METZ-NANCY-LORRAINE, GARE DE VANDIÈRES MAIS SURTOUT L'EXPÉRIMENTATION DU RE-VENU DE BASE DANS LE DÉPARTEMENT, MATHIEU KLEIN, LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE A FAIT PREUVE DE CONVICTION ET DE DÉTERMINATION LORS DU DERNIER DÉJEUNER-DÉBAT DU CLUB DU LUNDI LE 27 NOVEMBRE AU RESTAU-RANT DE LA FERME SAINTE-GENEVIÈVE DE DOMMARTEMONT.

«Comment va le conseil départemental ?» Un brin ironique, la question posée par une convive qui aurait pu plomber l'ambiance mais c'était sans compter la rhétorique, les convictions de l'invité du jour. Mathieu Klein, le président du conseil départemen-

Convictions affichées pour Mathieu Klein, le président du conseil départemental de Meurthe-et-Moselle lors du dernier Club du Lundi.

tal de Meurthe-et-Moselle, a fait face aux invités du Club du Lundi le 27 novembre dernier à la Ferme Sainte-Geneviève de Dommartemont. Les incontournables sujets sur les infrastructures ont tenu une bonne part des premiers volets d'interrogations. Avec en première ligne, l'A31 bis pour laquelle «si nous voulons mobiliser des crédits de l'État, il faut afficher

une image unie des acteurs locaux», et là-dessus du chemin reste à faire, particulièrement sur la détermination des tronçons (avec la grande question du barreau Toul-Dieulouard). «Il faut bien les cibler, notamment entre Nancy et Metz.» Mais surtout au-delà! La problématique transfrontalière avec 100 000 Lorrains allant travailler chaque jour au Luxembourg demeure très préoccupante. «Il faut répondre à cet enjeu car l'axe est saturé. Ce qui entraîne également l'interrogation sur le devenir des territoires du Nord du département qui ne doivent pas se résumer à des territoires dortoirs.» Dans la même veine : quid de l'aéroport Metz-Nancy-Lorraine? Pour le patron de l'exécutif, les choses sont claires. «Il y a deux alternatives! Soit cette infrastructure devient un aéroport de délestage de celui de Luxembourg, soit il ferme. Je ne crois pas au destin isolé de l'aéroport Metz-Nancy-Lorraine.» Sujet qui pique également, la gare de Vandières. «Il nous faut sortir de ce débat polémique, stérile et stupide! Certains pensent encore que si l'on réalise Vandières, il n'y aura plus de trains au départ de Nancy ou de Metz vers Paris. Ce dossier est l'exemple typique de nos errements en matière de concertation.»

## REVENU DE BASE EXPÉRIMENTÉ

Reste que l'actualité du jour pour le conseil départemental est sa participation, à l'instar de sept autres conseils départementaux présidés par des élus PS (Ariège, Aude, Gers, Haute-Garonne, Gironde, Ille-et-Vilaine et Seine-Saint-Denis) à une expérimentation sur son territoire du revenu de base. Objectif: «vaincre la pauvreté qui frappe en France encore

9 millions de personnes.» Dans une tribune commune, les huit présidents affirment «être les témoins des profondes mutations qui affectent la société : l'intensification et la diversification de la précarité, l'éclatement du salariat, l'érosion des liens sociaux et même la perte de l'estime de soi. Nous voulons innover socialement et redonner du sens à un projet de société.» Le tout sans dogmatisme, sans certitudes mais avec l'intuition que ce revenu de base «est l'occasion de porter un nouveau regard sur les défis du présent.» Pour Mathieu Klein: «c'est faire en sorte que les gens, malgré les dispositifs existants qui n'arrivent pas à sortir de la pauvreté, soient pris en compte», affirme-t-il auec toutes ses convictions, sa ferveur «et son cœur» comme la souligné Alain Hénin, le président du Club du Lundi. Même conviction humaniste sur le sujet des migrants, et principalement des migrants mineurs (qui sont de la responsabilité du conseil départemental). «Ceux qui pensent que les flux migratoires peuvent être stoppés d'un coup de baguette magique se mettent le doigt dans l'œil. Entre les migrations climatiques, les guerres, le terrorisme, des milliers de personnes vont continuer à être poussées hors de chez elles. Jusqu'en 2015, nous avions environ une quarantaine de migrants mineurs chaque année. Aujourd'hui, ce sont entre soixante et quatre-vingt par mois.» La solution? L'insertion. «Ils possèdent des compétences et globalement ils n'attendent qu'une seule chose c'est de s'intégrer. Il faut favoriser l'insertion de ces jeunes. Une initiative sera prise prochainement avec le monde de l'entreprise.» Certain que des choses sont à réaliser, reste juste à faire cause commune mais quand on entend des réflexions du genre : «on ne peut pas accueillir toute la misère du monde !», on se dit que le chemin sera long pour changer les mentalités...

Emmanuel VARRIER

